

L'AVENIR INCERTAIN DE LA PALESTINE

Entretien avec Myriam BENRAAD, politologue

L'attaque meurtrière du 7 octobre 2023 a ouvert un avenir inconnu et dangereux pour le Proche-Orient. Une violence extrême s'accompagne des deux côtés d'une radicalisation religieuse exacerbée. Les instances réconciliatrices ne sont guère audibles et le fossé se creuse davantage entre le monde arabo-musulman et l'Occident.

Peut-on parler d'une évolution du Hamas avant l'attaque du 7 octobre 2023 ?

■ **Myriam Benraad** : La crise amorcée avec cette attaque meurtrière du Hamas en territoire israélien et qui n'a depuis cessé de s'aggraver pousse indéniablement à s'interroger sur l'évolution de ce mouvement, son histoire et la manière dont, depuis sa création, il a altéré le conflit au Proche-Orient. Il convient d'envisager cette question à travers les accomplissements et les échecs de ce mouvement depuis son implication militaire active dans la lutte contre l'État hébreu, mais aussi au regard de sa participation dans la politique palestinienne face à son principal concurrent, le Fatah. Acteur non étatique, le Hamas (*Harakat al-Muqawama al-Islamiyya*, « Mouvement de la résistance islamique » en arabe) est apparu en 1987 et s'est rapidement imposé comme un acteur incontournable, alors en raison de ses faits d'armes contre Israël déjà. Il est le produit, pour une large part, de la désespérance des Palestiniens au cours de la décennie qui a précédé son apparition et de l'incapacité de l'Organisation de libération de la Palestine

(OLP) – défaite sur le sol jordanien au lendemain des événements de Septembre noir en 1970, puis exilée à Tunis après son expulsion du Liban en 1982 – à réaliser ses objectifs.

La naissance formelle du Hamas fut, rappelons-le, concomitante de la première Intifada (« révolte ») palestinienne en Cisjordanie, occupée par Israël depuis la guerre des Six-Jours de 1967. Par la suite, et malgré la solution à deux États promue dans le cadre des accords d'Oslo de 1993, la situation ne cessa de se dégrader, à Gaza comme à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, en raison de trop nombreux points d'achoppement vers une paix. L'assassinat d'Yitzhak Rabin (1922-1995) par un fanatique juif puis la seconde Intifada à partir du début des années 2000 ne firent que radicaliser la posture du Hamas et ses attaques, notamment à travers le recours aux attentats suicides pour terroriser la population civile israélienne. En 2006, le Hamas remporte les élections dans la bande de Gaza, à la suite du retrait militaire d'Israël, ce qui conduit à un double blocus terrestre et aérien. Depuis cette date, sur fond d'opérations militaires successives pour l'endiguer, le Hamas a encore affermi ses positions, qui l'ont rendu populaire dans d'importants pans de la population palestinienne. Rien n'a fondamentalement évolué à ce propos.

Est-il simplement une organisation terroriste, du type de Daech ?

■ **M. Benraad** : C'est une question essentielle car il est vrai que, depuis le 7 octobre, cette analogie a pu être avancée par les Israéliens, dans certains médias, mais aussi par Emmanuel Macron lui-même lorsque, en tournée au Proche-Orient, il appelait à la formation d'une ample coalition contre le Hamas, semblable à celle qui avait combattu l'État islamique en Irak et en Syrie entre 2014 et 2018. Du point de vue de leurs méthodes, ces deux groupes appartiennent sans l'ombre d'un doute au spectre des mouvances terroristes pour lesquelles Israël et ses alliés occidentaux représentent des cibles de choix. Sur le plan de l'idéologie, il est par ailleurs difficile de ne pas tracer certaines continuités, dont une même obsession pour le *jihad* armé contre les « Juifs » et l'« Occident croisé ». Les deux mouvements s'appuient à la fois sur la notion d'une réforme des sociétés musulmanes par le biais d'un « islamisme par le bas », hérité de la confrérie des Frères musulmans fondée en Égypte par Hassan al-Banna (1906-1949) au cours des années 1920, mais aussi sur celle d'un « islamisme par le haut », de

type révolutionnaire, inspiré par le doctrinaire du courant jihadiste Sayyid Qutb (1906-1966), lui aussi Égyptien. La charte du Hamas comme les écrits de propagande de Daech affirment sans ambages la volonté d'une lutte à mort contre Israël jusqu'à la disparition totale et définitive de l'« entité sioniste » au Moyen-Orient.

Dans le même temps, le Hamas reste profondément ancré dans l'histoire palestinienne de l'après-1948. Ses prémices remontent à l'exil des premiers réfugiés palestiniens de la Nakba (« catastrophe ») vers l'Égypte et à l'influence exercée par les Frères musulmans égyptiens sur plusieurs figures qui, de retour dans la petite enclave méditerranéenne, institueront en 1973 le Centre islamique comme branche locale de la confrérie. Ayant émergé aux lendemains immédiats de la première Intifada et dans un contexte d'enlisement du conflit israélo-arabe après une succession de guerres et de phases de violence, le Hamas, cofondé par Ahmed Yassin (1937-2004) et Abdel Aziz al-Rantissi (1947-2004), a pu aussi être décrit comme l'incarnation d'un « islamisme *post-factum* », consistant en une « islamisation » de la question palestinienne sur le double plan de l'identité collective des Palestiniens et du territoire revendiqué par ce groupe, « de la mer au fleuve » (en référence au Jourdain), qui nie l'existence d'Israël. Quoiqu'il ne s'en réclame pas formellement, il est possible de voir dans le Hamas le produit d'une rencontre entre nationalisme et islamisme, dans la mesure où ce mouvement continue de rechercher l'indépendance de la Palestine.

Qu'en est-il de la place croissante du facteur religieux, que ce soit du côté palestinien comme du côté israélien ?

■ **M. Benraad** : À mon sens, ce facteur n'a cessé de se renforcer et l'islamisation de la question palestinienne que j'évoquais précédemment a eu pour corollaire une affirmation religieuse de plus en plus vive, sinon brutale, du côté israélien lui-même. Avant la montée en puissance du Hamas à Gaza, les populations civiles palestiniennes avaient un mode de vie plus séculier. Les mosquées tenaient une importance moindre et rares étaient ceux qui priaient. En outre, le voile islamique était interdit dans les universités. Le Hamas est venu bouleverser cette donne sociale, par la poursuite d'une politique islamiste offensive, celle du renforcement de l'appartenance religieuse des Palestiniens comme référent commun – ce qui, au passage, revenait à occulter les

chrétiens. Des centres religieux sont apparus partout, l'enseignement de l'islam est devenu obligatoire dans les écoles et les associations d'entraide humanitaire ont aussi opté pour un répertoire d'action ouvertement islamisé. Cette stratégie est très bien exposée dans la charte originelle du Hamas, celle de 1988 (elle continue d'en dire beaucoup au sujet du mouvement et de ses orientations idéologiques). L'affiliation du Hamas aux Frères musulmans est réitérée dans pratiquement chaque article de cette charte, tandis que la *charia* et son application sont glorifiées comme raison d'être du mouvement.

En face, une partie de la société israélienne s'est symétriquement repliée sur un mode de vie plus religieux, en réaction à cette logique palestinienne, mais aussi, de manière élargie, dans un contexte de reviviscence religieuse à l'échelle mondiale qui concerne aussi le judaïsme. Les débats encore récents et particulièrement houleux sur l'identité juive de l'État d'Israël ainsi que le poids des suprémacistes juifs et ultraorthodoxes au sein de l'actuel gouvernement sont les meilleurs témoins de ce tournant religieux.

Le Fatah a-t-il encore un avenir ?

■ **M. Benraad** : D'une certaine façon, interroger la nature du Hamas et ses mutations revient quasi mécaniquement à soulever la question du Fatah. De fait, la tentative du Hamas de revigorer l'islam dans les Territoires palestiniens à partir des années 1980 procédait de la croyance que le credo nationaliste et les politiques du Fatah avaient échoué à unifier la cause palestinienne et devaient donc être remplacés par un retour à l'islam dans son interprétation la plus rigoriste. En quelque sorte, le Hamas s'est symboliquement construit contre le Fatah. En 2007, lorsqu'un conflit a éclaté entre ces deux partis, l'Autorité palestinienne s'est scindée en deux, le président palestinien Mahmoud Abbas, successeur de Yasser Arafat (1929-2004), ayant fini par expulser Ismaël Haniyeh de son cabinet. Dès lors, le Hamas a préféré s'emparer de Gaza, tandis que le Fatah a continué d'administrer la Cisjordanie. Se sont ensuite multipliés les affrontements entre le Hamas et Israël, le Fatah essayant de son côté de normaliser la situation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est à travers sa candidature pour devenir membre des Nations unies en 2011 et ainsi obtenir un statut d'État souverain. Abbas échoua cependant à s'assurer de l'unanimité des voix au Conseil de sécurité, en raison d'un veto américain qui était prévisible.

On a beaucoup glosé sur l'avenir compromis du Fatah du fait de son discrédit parmi la population palestinienne, de son incapacité à mettre fin à l'occupation et à brider l'expansion de colonies israéliennes, sans même évoquer les scandales de corruption qui l'ont miné en interne. Dans le même temps, que reste-t-il comme *leadership* aux Palestiniens ? D'autant qu'il ne fait aucun doute que le Hamas sera écrasé à Gaza, ses *leaders* traqués et éliminés partout où ils se trouvent (comme l'a d'ores et déjà illustré l'élimination de Saleh al-Arouri, numéro deux du mouvement, dans une frappe ciblée le 3 janvier 2024 dans la banlieue de Beyrouth), et qu'Israël n'envisagera aucune porte de sortie politique véritable après le 7 octobre. Les États-Unis ont un temps suggéré d'installer à Gaza, après la guerre, une sorte d'Autorité palestinienne reconfigurée, solution qui n'est pas du goût des Israéliens qui considèrent que le Fatah a toujours, peu ou prou, fait le jeu du Hamas. En son temps, Yasser Arafat n'avait ainsi jamais condamné les attentats commis par les Brigades Izz al-Din al-Qassam, la branche paramilitaire du Hamas classée comme organisation terroriste par de nombreux États, ni même l'idéologie du mouvement. Cette absence de condamnation a ancré une défiance durable parmi les dirigeants israéliens.

Si l'on regarde vers le futur, quelles seraient les personnalités, des deux côtés, capables d'entraîner vers un règlement raisonnable, en dépit des appels à la vengeance ?

■ **M. Benraad** : Il s'agit là d'une autre question primordiale. Après la guerre de Gaza, qu'advient-il de sa population ? Qui dirigera cette dernière une fois le Hamas neutralisé ? En Cisjordanie, où la situation est inflammable, le Fatah saura-t-il tenir le gouvernail ? Selon quelle formule, compte tenu des tensions à vif et d'une présence juive de plus en plus significative sur le plan de la démographie ? Quant à la population israélienne, quels seront ses choix politiques ? « Sauver le soldat Netanyahu » ou décider d'une nouvelle donne ? Autant d'interrogations qui laissent songeurs face à l'instantanéité de la guerre. En fonction des noms des personnalités évoquées s'esquissent néanmoins deux scénarios possibles et opposés. À supposer qu'il n'y ait aucun renouvellement du *leadership* présent, israélien comme palestinien, il existe peu de perspectives d'un règlement raisonnable du conflit mais plutôt, il faut le craindre, l'optique d'une

perpétuation du sentiment de vengeance et donc de la violence dans les deux camps. Quand bien même le conflit passerait de l'escalade présente à des niveaux de violence de plus basse intensité, rien ne serait fondamentalement réglé sur le plan politique. Cette issue est malheureusement la plus probable. À supposer que Benyamin Netanyahou quitte ses fonctions, à sa suite continueront d'opérer des figures aux vues idéologiques particulièrement radicales et qui rejettent ouvertement la possibilité d'un État palestinien, voire appellent à l'anéantissement pur et simple de l'adversaire. Quant aux Palestiniens, ils ne disposent que d'options très réduites.

Considérons le scénario le plus positif, mais le moins envisageable en l'état. En Israël, un règlement favorable et pacifique du conflit supposerait une table rase ainsi qu'une consécration presque miraculeuse du camp de la paix sur celui de la guerre, aujourd'hui surreprésenté. Reste à savoir quelles figures pourraient incarner un tel tournant, selon quelles modalités et plus encore selon quelle acceptabilité par une société israélienne traumatisée et qui reste déterminée à en découdre avec les Palestiniens. Des sondages d'opinion récents montrent à ce titre que la mort de trois otages israéliens à Gaza, tués « par erreur » par Tsahal, n'a pas fondamentalement affecté le soutien de la population à la poursuite de la guerre, quoique certains questionnements aient commencé à se faire jour, ici et là. Pour ce qui concerne les Palestiniens, on évoque d'ores et déjà quelques noms de potentiels remplaçants au Hamas, dont celui de Mohammed Dahlan, ancien chef du Fatah à Gaza, exilé aux Émirats arabes unis depuis dix ans. Mais quelle serait leur marge de manœuvre après une guerre aussi fulgurante qu'effroyable ? De quelle légitimité les nouveaux *leaders* de Gaza disposeront-ils et à travers quel discours et quelle action à l'heure où, comme leurs voisins israéliens, les Palestiniens ont accumulé des griefs qui semblent indépassables ?

L'opinion publique arabe, si l'on peut employer un tel concept, peut-elle jouer un rôle ?

■ **M. Benraad** : Comme l'on pouvait s'y attendre, au regard des cycles de violence passés, l'opinion publique arabe s'est massivement rangée du côté de Gaza et des Palestiniens depuis les événements du 7 octobre et leurs lendemains. Alors qu'on la pensait oubliée, la « cause palestinienne » a été relancée par cette guerre. Dès les premières frappes

aériennes israéliennes sur l'enclave palestinienne, des manifestations ont éclaté dans tout le Moyen-Orient et le monde musulman pour dénoncer une politique d'agression délibérée d'Israël et des buts de guerre plus vengeurs quant à leur nature que stratégiques et pesés. L'indignation n'a ensuite cessé de croître dans bon nombre de capitales arabes à mesure que les victimes civiles palestiniennes se sont multipliées dans des proportions objectivement indécentes et que les violences ont gagné la Cisjordanie et Jérusalem-Est, comme beaucoup l'escomptaient aussi.

Il est certain que le concept de « rue arabe » n'est pas évident à définir et qu'il ne renvoie pas nécessairement à une réalité homogène comme on l'a clairement observé dans d'autres crises régionales qui ont polarisé les esprits. Ce fut le cas, par exemple, lors de la guerre civile en Syrie, qui opposa un camp pro-opposition à celui acquis au régime de Damas et ses partisans. Les accords d'Abraham de la fin de l'année 2020 ont également profondément divisé l'opinion publique arabe, entre certaines voix, minoritaires, accueillant les vertus d'une normalisation des relations avec Israël, essentiellement par un biais économique, et celles, majoritaires et irréductibles, opposées à toute solution diplomatique avec l'État hébreu. La guerre à Gaza est en quelque sorte venue trancher en faveur du second camp. Sans compter que les séquelles de ce conflit, qui seront particulièrement lourdes et durables, compromettent tout basculement du monde arabe en faveur d'un dialogue renouvelé avec Tel Aviv.

Peut-on craindre un embrasement au niveau régional ?

■ **M. Benraad** : Tout dépend de ce que l'on entend par « embrasement ». Si l'on se réfère à une possibilité d'escalade ou à un processus de violence dans cette région, alors de fait, cette possibilité existe et ce processus est déjà en cours. L'Iran, pointé du doigt depuis le 7 octobre pour son rôle dans le financement, l'armement et l'encouragement à la confrontation militaire du Hamas avec Israël, s'est raidi sur ses positions et son « Axe de la résistance », formé autour de ses différents relais régionaux. Entre autres incidents, l'assassinat du général des Gardiens de la Révolution Razi Moussavi, le 25 décembre 2023 en Syrie, suivi d'un attentat à la bombe lors d'une cérémonie à la mémoire du commandant Qassem Soleimani, le 3 janvier 2024 en territoire iranien, a poussé Téhéran à appeler à une vengeance illimitée contre

Israël et les États-Unis. Face à ces développements, le Hezbollah libanais a également multiplié les menaces contre Israël, qui lui-même a rétorqué en indiquant que Tsahal était prête à détruire tout le Liban s'il le fallait. On a vu comment d'autres acteurs de ce que Benyamin Netanyahu qualifie d'« Axe du Mal » au Moyen-Orient – usant d'une rhétorique très en phase avec l'analogie établie entre le 7 octobre 2023 et le 11 septembre 2001 – se sont mobilisés autour de la crise de Gaza, jusqu'au Yémen où les rebelles houthis ont bloqué, par leurs attaques, le commerce en mer Rouge et déclenché une intervention occidentale en vue de contenir la crise. Du côté des États sunnites, les positions se sont sévèrement tendues. En Égypte, le président reconduit en décembre 2023, Abdel Fattah al-Sissi, a refusé d'ouvrir sa frontière au flot de déplacés gazaouis. La monarchie jordanienne, officiellement en paix avec Israël, n'a cessé de fustiger les bombardements incessants sur Gaza, tandis que le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane (Mbs) tient Tel Aviv comme principal responsable de cette impasse. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan s'est illustré, enfin, par certaines déclarations anti-israéliennes – pour ne pas dire clairement antisémites – incendiaires.

Or, ces tensions accrues qui reconfigurent toute la géopolitique régionale n'ont pas encore conduit à un embrasement définitif *stricto sensu*. Les repréailles d'Israël et ses avertissements nourris envers tout État ou tout acteur non étatique qui serait tenté d'ouvrir un autre front en ont dissuadé plus d'un d'entrer de manière directe et frontale dans ce conflit. Au-delà d'effets d'annonce, l'Iran n'a pas entrepris d'attaque majeure contre Israël ou les Occidentaux. Le Hezbollah non plus. Les États sunnites n'ont pas non plus vraiment répondu. Quoiqu'elle cause une crise commerciale, la stratégie houthie n'équivaut pas à une déclaration de guerre envers Israël et ses alliés mais fait plutôt figure d'action punitive contre une communauté internationale tenue pour coupable de l'abandon des Palestiniens. Comment ne pas souligner le message délétère envoyé par le veto, au Conseil de sécurité, des États-Unis, opposés à l'adoption d'une résolution contraignant à une trêve humanitaire sans conditions ? Les Européens, perçus tantôt comme passifs, tantôt comme impuissants à arrêter Israël dans ses manœuvres, sont aussi visés par d'âpres critiques. Au-delà, aucun acteur régional n'a intérêt à s'engouffrer dans un scénario comparable à celui provoqué par le Hamas et qui vaut aujourd'hui à Gaza un véritable enfer.

La situation peut-elle encore envenimer une géopolitique internationale déjà tant divisée sur d'autres crises ?

■ **M. Benraad** : En quelques semaines, et bien qu'elle n'ait pas bouleversé l'ensemble de la géopolitique internationale et de ses équilibres, la conflagration israélo-palestinienne a rebattu les cartes dans le sens d'un envenimement d'autres crises qui lui sont antérieures. On pense évidemment à la guerre en Ukraine et à la manière dont la Russie de Vladimir Poutine s'est ruée sur le dossier proche-oriental pour se repositionner favorablement et ainsi sortir de son isolement. Cette stratégie ne peut qu'empoisonner les relations avec un camp occidental qui a réussi à forger une certaine unité en faveur de la défense de l'Ukraine face à l'invasion militaire russe. Mais des failles apparaissent aussi : les États-Unis, happés par la situation au Moyen-Orient, pourraient se détourner de Kiev, si ce n'est déjà fait. De son côté, l'Union européenne se débat, comme elle le peut, avec un voisinage en pleine implosion, au Sud comme à l'Est. Pourra-t-elle absorber le choc de cet énième conflit qui s'ajoute à celui, à la fois militaire et financier, de la guerre sur le front ukrainien ? Comment, à terme, la guerre au Proche-Orient influencera-t-elle sa posture, à la fois à l'égard de ses partenaires au sein de l'Otan, à commencer par Washington, et de la Russie ? *In fine*, la guerre à Gaza contraindra-t-elle l'Europe à réorienter sa politique étrangère vers des choix plus réalistes et plus durs, même s'ils s'avèrent douloureux ? Dans quel sens ? Celui d'un engagement renforcé partout sur ses marges ou, au contraire, d'un isolement de plus en plus assumé ?

Au-delà, la situation désastreuse à Gaza pourrait avoir aggravé d'autres disparités et malentendus avec les pays du « Sud global » en particulier, dont une majorité juge que les choix des Occidentaux dans cette crise ne font que confirmer des biais déjà anciens. On comprend mal, en effet, depuis l'hémisphère sud, l'appui inconditionnel apporté à Israël et à sa riposte disproportionnée par un Occident volontiers moralisateur en matière de paix et de droits humains. La question palestinienne résonne fortement dans nombre de ces pays, qui la perçoivent comme une problématique coloniale irrésolue et se rangent naturellement du côté de la défense des Palestiniens. La position des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) demeure extrêmement critique de l'offensive menée par Israël, sauf quelques États rangés de son côté, à l'instar de l'Inde. Une puissance comme la

Chine, pour laquelle le Moyen-Orient constitue avant tout un défi économique, prouve une fois encore son cynisme à travers ce conflit : Pékin n'a aucune intention de se substituer à l'Amérique comme « gendarme » dans cette partie explosive du monde et d'en payer le coût potentiellement exorbitant.

Propos recueillis par François EUVÉ le 4 janvier 2024.



Retrouvez le dossier « **Israël et Palestine** »
sur www.revue-etudes.com